

Gaston CALMETTE

Directeur-Gérant

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr.)

POUR LA PUBLICITÉ

S'adresser, 26, rue Drouot

A L'HOTEL DU « FIGARO »

ET POUR LES ANNONCES ET RÉCLAMES

Chez MM. LAGRANGE, CERF & Co
8, place de la Bourse

H. DE VILMESSANT

Fondateur

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr.)

TÉLÉPHONE, Trois lignes : N° 102.46 — 102.47 — 102.48

ABONNEMENT

	Trois mois	Six mois	Un an
Seine et Seine-et-Oise.....	45	80	160
Départements.....	48	87	175
Union postale.....	52	95	186

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

LE FIGARO

« Loué par ceux-ci, blâmé par ceux-là, me moquant des sots, bravant les méchants, je me hâte de rire de tout... de peur d'être obligé d'en pleurer. » (BEAUMARCHAIS.)

SOMMAIRE

L'Impuissance des lois : HENRY BORDEAUX.
La Vie de Paris : Les résignés : RÉGIS GIGNOUX.
Bruit de crise : ANDRÉ NÈDE.
La crise orientale.
A l'étranger : Une attente pénible : RAYMOND RECOULT.
La Chambre : Le vin de Champagne : PASTORUS.
Le docteur A. Motet : HORACE BIANCHON.
La défense patronale : Les ennemis de M. Paillet : LOUIS LATZARUS.
Une bagarre au sous-secrétariat des postes : JEAN DE PARIS.
Les Théâtres : Théâtre Antoine : « La Clairière » : FRANCIS CHEVASSU. — Théâtre des Arts de Rouen : « Mefistofele » : SERGE BASSUT.
Les Concerts : ROBERT BRUSSEL.
Dessin : Au théâtre Antoine : « La Clairière » : DE LOSQUES.

L'Impuissance des Lois

J'ai emporté récemment en voyage le dernier volume de l'*Histoire romaine* de Ferrero. On ne lit bien qu'un wagon. On a son petit pupitre à côté de la baie vitrée qui donne sur le changeant paysage, et de temps en temps on accroche une pensée, une réflexion à tel clocher pointu, à tel long peuplier qui passent, comme on jette, aux foires populaires, des anneaux aux couteaux plantés dans une table. Personne ne vous peut déranger. Loin du téléphone et des petits bleus, on recouvre sa liberté. On est à la campagne, une campagne mobile qui se déroule comme un tapis imprimé.

Était-ce bien l'histoire romaine que je lisais ? Et ce magicien de Ferrero ne ressemblait-il pas aux transformistes de son pays qui changent de visage et de costume avec une facilité déconcertante ? On a tout *Andromaque* avec les modes de Louis XIV. La Rome d'Auguste n'apparaît, aux soirs de fête, peuplée d'habitants non et de ces toilettes modernes qui, du corps des femmes, ne laissent plus rien ignorer et réclament, avec les propriétés, l'harmonie des gestes et l'art de marcher, de sorte qu'elles ne sont pas toujours exaucées. C'est, tout simplement, que l'histoire se répète, ou plutôt qu'elle est soumise à des lois immuables et non écrites qui, observées ou transgressées, provoquent à toutes les époques des résultats identiques. Sans doute il ne faut pas abuser de ces rapprochements avec lesquels Renan jonglait déjà. Mais, là, ils s'imposent. Vous jugerez.

Après les grandes guerres civiles, l'Italie était en paix. « Il se produisait alors ce fait que l'on voit se répéter dans tous les pays qui ont été à un certain moment frappés par une grande catastrophe : environ trente ans après cet événement, l'équilibre de l'esprit public se rompt tout à coup, un changement subit se produit dont on ne voit pas la cause, mais dont l'origine doit être recherchée dans la génération nouvelle, qui n'a pas reçu le choc profond de l'événement tragique et qui porte dans la vie des dispositions différentes de celles de la génération précédente. » Les jeunes gens ne comprennent rien aux préoccupations de leurs pères, car ils n'avaient pas vu leur patrie déchirée, et les pères n'avaient pas su communiquer à leurs enfants leur terrible impression par l'éducation et la tradition. La différence s'accroît en tout. Avec la paix la richesse était revenue. Et l'on désirait profiter de cette prospérité, s'amuser au jeu des idées qui détraquent avec art les choses établies, et, mieux encore, jouer de toute la volupté de vivre. Le passé était oublié. Et l'on n'imaginait pas qu'il put jamais revenir.

Un scepticisme aimable régnait, qui avait gagné jusqu'aux militaires. Auguste, invité à dîner à Bologne chez un vétérinaire d'Antoine, qui avait fait la campagne d'Arménie, et curieux de tous les signes sensibles des religions, avait interrogé son hôte sur un miracle qui se serait produit au cours de cette campagne. On racontait qu'un pillage du temple d'Anaitis le premier soldat qui avait osé porter une main sacrilège sur la statue d'or de la déesse était devenu subitement aveugle. Le vétérinaire sourit avec satisfaction. Ce soldat, c'était lui-même, et Auguste était en train de manger la cuisse de la déesse, laquelle, emportée dans le pillage, soldat précisément ce luxe dont il jouissait.

Mais le problème le plus grave qui se posait alors comme aujourd'hui, c'était celui de la dépopulation. On le retrouve dans toutes les difficultés de notre pays, qu'elles soient fiscales, coloniales, commerciales. Il pose ses limites à la production qui s'accroît sans cesse quand le chiffre de consommation ne monte plus. Il entraine la mise en état des plus vastes territoires, et cette infiltration qui prépare les conquêtes, il concentre la répartition des charges. Surtout il implique l'affaiblissement du sens de la durée, et le sens de la durée est à la vie des familles et des peuples ce que la chaleur est au corps : quand elle diminue trop longtemps, la mort vient.

Cette question, à Rome, était si grave que le traditionaliste Auguste promulgua toute une série de lois pour y remédier. Il croyait à la puissance des lois. Les gouvernements pensent toujours à la dépopulation. Or il est un domaine où la loi ne pénètre guère. Elle ne saurait transformer une sensibilité. Elle ne crée que des moralités d'apparence, artificielles et tout en façade. Nous avons au-

jourd'hui le fétichisme de la loi. Seulement, cette loi même, nous la tournons contre les forces morales qui maintenaient notre sensibilité nationale, quand une loi ne vaut qu'appuyée sur elles.

On fit la loi de *maritandis ordinibus* qui imposait aux veuves l'obligation du remariage. La fidélité par delà la mort fut interdite. Et la pure Antonia, quand elle perdit Drusus, dut supplier Auguste de lui épargner ce que M. Ferrero appelle de cette belle expression : l'adultère posthume. Il y eut encore la loi de *adulteris* qui obligeait le mari à punir ou à dénoncer les fautes de sa femme, et, si le mari s'y refusait, contraignait le père à sa place. Loi aux pénalités terribles qui, dans la maison même du souverain, devait provoquer les plus pathétiques débats : Auguste, à défaut de Tibère, estimant qu'il devait à son empire l'exemple de l'obéissance aux lois, accusa lui-même et condamna Julie, sa fille, énumérant dans sa lettre publique au Sénat, comme si elles eussent été déjà prouvées, les plus infâmes calomnies que l'on faisait courir sur son compte. Une telle atteinte au sentiment paternel, au lieu d'exciter l'admiration, souleva une antipathie profonde. Puis, l'adultère était devenu si banal qu'on ne pouvait admettre que ce qui coûtait si peu méritât la sortie de toutes les machines de guerre de l'Etat.

Ces lois, d'autres encore qui frappaient les célibataires, et notamment les privaient d'assister aux représentations publiques, étaient destinées à encourager le mariage et à protéger sa dignité. Pour avoir la paix, on se décidait bien à se marier. Mais on ne voulait pas d'enfants. L'aisance était plus fréquente à Rome que l'opulence. Ceux-là mêmes qui vivaient grandement contractaient des dettes pour soutenir leur train. Or les enfants ont des exigences, insatiables chez une classe égoïste et pressée de jouir. « Bien des gens étaient donc obligés ou de sacrifier à leurs enfants les jouissances dont la fondation se présentait maintenant si forte partout, ou, au contraire, il leur fallait sacrifier leurs enfants à leurs plaisirs et se résigner à périr entièrement à la fin de leur existence, pour mieux jouir de l'heure brève qu'ils avaient à vivre sur cette terre. C'était ce second parti que l'on prenait le plus souvent. Naturellement, la peur de vivre exerçait déjà ses ravages, la peur de vivre était bien le refus de ces joies d'énergie et de durée réservées aux fortes races. Et toute une littérature de plaisir amollissait les cœurs, poussait à ces restrictions égoïstes qu'elle confondait, la première, avec le développement personnel limité à la volupté. Ainsi, au lieu d'un Orphée, nous avons toutes les bacchantes.

La loi *Papia Poppaea* fut donc édictée. Un jour on l'autre, ainsi, nous aurons une loi Plet. Elle ne produira pas de meilleurs effets. Ce n'est pas avec des échafaudages qu'on soutient longtemps un édifice menacé. Il faut le reprendre à sa base. Nos mœurs sont devenues purement individualistes, et toutes nos lois les favorisent. Or, la question de la dépopulation, c'est le jugement brutal, matériel, sans contestation possible, des institutions et des mœurs. Toutes les autres questions qui occupent un pays se subordonnent à celle-là. Auguste, avec son arsenal de lois, ne parvint pas à la résoudre. Rien n'est plus difficile à perdre, chez l'homme, que le goût de la durée. Mais quand il l'a perdu, rien n'est plus difficile, pour lui, que de le retrouver.

Henry Bordeaux.

LA VIE DE PARIS

LES RÉSIGNÉS

Depuis la saison de neige que nous avons eue échange d'une saison d'opéra, les cochers se sont avoués vaincus. Tandis qu'ils devaient relayer, faute d'antidérapants aux quatre pieds de leur cheval, les chauffeurs lançaient leurs dix-chevaux sur des virages impressionnants. A ces derniers beaux jours, — trop courts — ils ont éprouvé une seconde défaite. Les landaulets automobiles s'ouvrent et se referment à volonté, dès que le jeune soleil invite le voyageur à respirer librement dans le bois de Boulogne. Au contraire, les fiacres ne changent qu'à date fixe, et toujours tardive, leur carrosserie d'été et d'hiver.

Is ne muent qu'une fois par an, tandis que leurs rivaux peuvent se transformer dix fois par jour.

De grands stratèges ont dit : « Le matériel ne suffit pas pour vaincre : c'est le soldat qui donne la victoire. » Pour compenser l'infériorité de leur armement les cochers de fiacre se sont modifiés eux-mêmes. Donc, ils laissent leurs concurrents s'ébrouer avec la fougue imprudente qu'ils avaient autrefois : jeunesse !

Is ne se permettent plus de fantasie. Ils ne sont plus ces égoïstes qui défilait sur le boulevard comme des jockeys de Francini et ne consentaient à recevoir un client dans leur voiture qu'autant que ce client se soumettait à leur itinéraire. Nous ne devons aujourd'hui ni perdre notre souffle à hâler un fiacre, ni envoyer un domestique à la station, — toujours déserte. Les cochers surgissent de tous les coins de rue, nous attendent devant nos portes avec une inquiète sollicitude.

Particulièrement devant les poteaux indiquant l'arrêt des autobus, ils guettent l'occasion d'être utiles. Aux heures qui précèdent et suivent les repas, ils s'attendentent sur le sort des dames impatientes et des messieurs vexés. Au lieu de les frioler en lâchant quelque épithète méprisante pour la médiocrité de leur situation, les cochers attendent que plusieurs omnibus aient passé avec la fatidique « complet » qui résume le *Lasciate ogni speranza*. Alors ils se rapprochent lentement,

et, comme pour se solidariser avec les victimes du progrès, ils offrent leurs services :
— Le déjeuner sera brûlé.
— Les petits vous attendent.
— La mère s'inquiète.

Nous aimons à être plaints, mais nous aimons surtout paraître. En acceptant cette voiture, nous savons la joie de laisser sur le trottoir des piétons moins prodigieux.

Mais le cocher n'est pas simplement devenu l'humble tentateur des humbles. Il s'est accoutumé à supporter en silence les plus grandes blessures d'amour-propre. Il a renié sa fierté professionnelle.

Tel un candidat radical aspirant à diriger cet autre char qui est celui de l'Etat, et talonné de près par la surenchère d'un candidat socialiste, accepte les pires exigences des électeurs ; tel un vieux caniche inquiet de la prédilection que porte sa maîtresse à une le-vrette fantasque s'efforce par une fidélité outrée de garder sa place à la cuisine ; tel encore un petit bouquier, effrayé par le succès du « Bonheur des Dames », consent à sa clientèle narquoise des occasions exceptionnelles, tel le cocher de fiacre s'inclinant devant la loi du plus fort accepte les pires complaisances.

L'autre soir, une dame en toilette de soirée accompagnée d'un monsieur en habit noir stationnait devant une porte cochère. Dans la rue déserte, il n'y avait qu'un seul fiacre dont le cocher s'agitait, poussant son cheval vers ces clients inspersés.

Le monsieur fit un geste pour ouvrir la portière. Mais la dame l'arrêta.
— Un fiacre ! dit-elle. Mais nous arriverions en retard. Il faut prendre un taxi-auto.

Le monsieur acquiesça et retira sa main. Alors, du haut de son siège, le cocher se pencha, étouffant dans sa large poitrine un profond soupir. Puis, d'une voix très basse, comme s'il craignait d'être surpris ou de s'entendre lui-même, il proposa :

— Montez toujours... Je vais vous conduire jusqu'à un taxi-auto...

Régis Gignoux.

Échos

La Température

La journée d'hier à Paris a été absolument désagréable. Elle a commencé par une légère chute de neige et continuée par une succession de courtes ondées, sous un ciel chargé de nuages avec une complète absence de soleil. L'atmosphère est restée imprégnée d'une très grande humidité.

Le temps est froid. A sept heures du matin, le thermomètre marquait 1° au-dessus de zéro et 7° l'après-midi. La pression barométrique accusait à midi : 755^{mm}. La pression reste basse sur l'ouest, et le centre de l'Europe ; elle présentait hier en Vendée des minima voisins de 755^{mm}.

Des pluies sont tombées sur l'ouest de l'Europe ; elles sont abondantes en Italie ; en France, il a plu à Perpignan, à Bordeaux, à Limoges, à Calais et à Besançon.

Le temps est frais dans toutes nos régions.

Départements, le matin, au-dessus de zéro : 0° à Belfort, 0°6 à Charleville, 0°8 à Besançon, 1° à Dunkerque et à Nantes, 2° à Boulogne, à Toulouse, à Nancy et à Perpignan, 3° à Cherbourg, à Lorient, à Rochefort, à Bordeaux, au Mans, à Limoges et à Lyon, 4° à Brest, à Clermont, à Cetté et à Marseille, 5° à l'île d'Aix, 6° à Ouessant et à Biarritz, 10° à Orléans, 12° à Alger.

En France, quelques pluies sont encore probables avec température un peu basse.

(La température du 12 mars 1903 était, à Paris : 4° au-dessus de zéro le matin et 8° l'après-midi ; baromètre : 753^{mm} ; averse et grêle.)

Monte-Carlo. — Température (terrasse du Casino) : à dix heures du matin, 20° ; à midi, 24° ; temps radieux.

Nice. — Température : à midi, 17° ; à trois heures, 17°.

Les Courses

Aujourd'hui, à deux heures, Courses à Maisons-Laffitte. — Gagnants du *Figaro* :

Prix du Chemin de Fer : Réaction ; Munster. Prix Sornette : Lilian ; Kondjé Gul. Prix du Vieux-Moulin : Oranger ; Saint Estéphe. Handicap Optional : Belle Face ; Durtout. Prix d'Inval : Faunillane ; Five O'Clock. Prix Clover : Beau Môme ; Boom de Ay.

A Travers Paris

M. Ruau s'est inquiété de rechercher un emplacement pour le prochain concours des reproducteurs de la race chevaline qui doit avoir lieu dans deux mois. Ce concours d'institution assez récente a été si favorablement accueilli par les éleveurs et les grands propriétaires d'écurie qu'il était déplorable de le suspendre cette année en raison de la démolition de la galerie des Machines.

Aussi, d'accord avec la Ville de Paris, M. Ruau a-t-il décidé qu'on l'installerait, entre le 1^{er} mai et le 30 juin, au Champ-de-Mars, en avant du chantier de démolition de la galerie des Machines et sous des constructions légères. L'an prochain, on avisera, aussi bien pour ce concours que pour le Concours agricole.

Le bruit court qu'une importante « mutation » va se produire à la Faculté des lettres.

M. Ch.-V. Langlois, professeur des « sciences auxiliaires de l'histoire », serait appelé à la chaire d'histoire du moyen âge, dont le titulaire actuel est un de nos plus éminents savants, M. Luchaire, membre de l'Institut.

M. Luchaire a soixante-deux ans. Il ne saurait donc songer encore à la retraite. A quelles fonctions sera-t-il appelé ? On ne le dit pas, et il paraît que cette nomination prochaine de M. Langlois cause quelque émoi dans le monde universitaire, où l'on s'étonne qu'une telle mesure ait été prise, ou soit sur le point de

l'être, sans que le ministre ait jugé bon de consulter à ce sujet la Faculté.

M. Langlois a quarante-six ans. C'est un ancien chartiste, et son œuvre historique est importante. La chaire qu'il occupe serait, dit-on, transformée et remplacée par une maîtrise de conférences.

La chute des ministères.

Après celui de la marine, voici que le ministère des affaires étrangères a des faiblesses. Mais l'état de ce dernier est beaucoup plus grave que celui du palais de Gabriel.

Bref, le temple de notre diplomatie menace ruine, et son architecte, M. Ché-danne, a dû prendre d'urgence de graves mesures.

Hier matin, il a fait consolider à l'aide de toute une charpente d'énormes mâtiers les deux hautes voûtes du quai d'Orsay et de la rue de l'Université.

En outre il a serti d'un corset d'échafaudages, s'élevant jusqu'au deuxième étage, le bâtiment du protocole, dont les deux balcons, sur le quai et sur la rue de Constantine, manifestaient depuis quelques jours un mouvement vers le sol des plus inquiétants.

Grâce à ces précautions, le ministère des affaires étrangères, dont les travaux du Méro sur l'Esplanade voisine avaient compromis la sécurité, est provisoirement à l'abri d'une catastrophe.

Par une singulière coïncidence, un des derniers essais de communisme pratiqués en France, la Clairière d'Aiglemon, organisée il y a quelques années, dans les Ardennes, par M. Fortuné Henry, achève de tomber en ruines au moment où le théâtre Antoine reprend la Clairière, de Maurice Donnay et Lucien Descaves.

En effet, le domaine d'Aiglemon, son matériel : cheval, voiture, etc., sera vendu, aux enchères publiques, aujourd'hui même. Depuis quelque temps déjà M. Fortuné Henry avait quitté la colonie.

Il y reçut, un jour, la visite de MM. Donnay et Descaves, qui venaient, non pas s'y documenter, puisque leur pièce est de beaucoup antérieure à l'entreprise d'Aiglemon, mais y vérifier les observations qu'ils ont si dramatiquement mises en scène dans la Clairière.

Comme on leur reprochait l'élément féminin de dissociation qu'ils ont introduit dans leur œuvre :

« Souhaitez-vous l'un des auteurs, que vous « Clairière » ne finisse pas plus tristement encore que la nôtre... »

Il semble bien que l'événement a justifié ces prévisions pessimistes.

Le Luxembourg est toujours gardé militairement. Ce pacifique jardin ouvert aux ébats des nourrices ou des étudiants et chargé de protéger de son oasis de verdure les débats des sénateurs a pris un air militaire. Des gardes municipaux y sont plantés, en quinconces. Bien mieux, un véritable fortin de bois s'élève autour du malheureux monument de Scheurer-Kestner. Certains prétendent que ce n'est là qu'un échafaudage destiné à de prochaines réparations. Mais un soldat et un sergent de ville veillent à l'entrée de cet édifice, comme au seuil d'une forteresse. C'est donc bien un des remparts de la défense républicaine.

Enfin, il paraît qu'on va lâcher, la nuit, des chiens de garde dans les allées. Donc plus rien à craindre, sauf pour M. le président et MM. les questeurs, qui feront bien de ne pas se risquer en dehors de leurs jardins particuliers. Il est vrai qu'on choisira des chiens intelligents, capables sans doute de distinguer un sénateur d'un camelot du Roy ! C'est du moins ce que conseillait de faire un sénateur médecin, grand ami des bêtes, et qui persuadait ses collègues en leur racontant la récente histoire du chien d'Hollway, près de Londres.

Atteint d'ulcères aux oreilles, cet intelligent animal fut mené plusieurs fois chez le vétérinaire par son maître. Mais un jour celui-ci négligea de l'y accompagner. Le chien s'y rendit seul, aboya à la porte, fêta son médecin et courut de lui-même se placer sur la table d'opération. Pour éprouver sa sagacité, le vétérinaire essaya de le renvoyer après l'avoir baigné avec de l'eau pure. Le chien ne consentit à partir qu'une fois bien et dûment pansé.

Nous avons déjà le chien policier. Nous aurons le chien politique. Il suffira de trouver le moyen de s'assurer leur fidélité.

Le comte Karl de Beaumont a commandé hier, avec le peintre Georges Busson, le comte G. de Ruillé, M. Enlre Roze, trésorier de la Société hippique, et un comité d'artistes, à organiser le petit Salon des peintres et sculpteurs de chevaux, qui s'ouvrira la semaine prochaine au Grand Palais, en même temps que le Concours hippique.

Le célèbre peintre anglais Thomas Blinks y exposera cette année, à côté de nos meilleurs animaliers « portraitistes de chevaux », tels que le sculpteur Tourguéneff et MM. Doigneau, Busson, Paul Tavernier, de Ruillé, Choquet, Colin, Van Marcke de Lummen, et la vicomtesse Hélon de Villeneuve-Barge-mont.

A propos de l'exposition de la Dentelle qui va s'ouvrir lundi prochain, il n'est pas sans intérêt de signaler que c'est la reine Marguerite d'Italie qui possède la plus belle et la plus riche collection de ces précieux tissus.

Cette collection est d'ailleurs évaluée à plusieurs millions de francs, et la pièce la plus remarquable est un mouchoir de dentelle vénitienne datant de la fin du quinzième siècle, d'un goût et d'une exécution artistiques qui ont été rarement surpassés. On attribue à ce chef-d'œuvre seul une valeur de près de 100.000 francs.

La somme dont le triple a déjà été offert, mais vainement, par des collectionneurs américains.

Le dîner de Thi-Ba, telle est l'appellation amusante qu'un groupe de colons indochinois viennent de donner au dîner qui les réunira tous les mois.

Thi-Ba est la Thaïs saïgonnaise et il est peu de Français, fonctionnaires ou autres, ayant vécu en Cochinchine qui ne la connaissent, de nom tout au moins.

Le souvenir de Thi-Ba, la jolie petite Annamite, plane ainsi sur ces charmantes réunions.

A celle d'hier, deux hôtes de marque avaient été conviés et ils avaient aimablement consenti à l'honneur de leur présence : c'était S. A. R. le prince Don Jaime de Bourbon et S. A. R. le duc de Montpensier. Ils ont, l'un et l'autre, voyagé en Indo-Chine et ils goûtent vivement le charme de notre colonie.

L'amiral de Jonquières, le général de Beylie, MM. François Deloncle, Jean Ajabert, Ganecio, O. Dupuy, Raymond Recouly, etc., etc., sont les familiers de cet original dîner.

Voici une citation à laquelle le vote récent de la Chambre au sujet de l'impôt sur le revenu donne une actualité pleine de piquant. Elle nous est communiquée par M. Emile Moreau, l'un des auteurs de *Madame Sans-Gêne*, qui resta jusqu'au bout l'ami le plus tendrement et le plus fidèlement dévoué de Victorien Sardou. Ces lignes sont empruntées au *Voyage en Italie* de Taine (1804) ; on les retrouvera dans le chapitre consacré à Venise :

« Il faut dire que les impôts sont accablants. »

En général, un bien foncier paye le tiers de son revenu. Ce gros morceau une fois dévoré, les dents du fisc travaillent sur une autre pièce de la chose imposable. Outre les droits de succession, de transmission, de consommation et autres, outre l'impôt payé par la logis et l'impôt levé sur la patente du commerçant, il y a une sorte d'*income-tax* comme en Angleterre. Selon le négociant, tel ne donne ces détails, cette taxe est du vingtième. Un commerçant paye le vingtième de ses bénéfices présumés, un employé le vingtième de son salaire. Tant pis pour lui si, au bout de l'année, son gain est moindre qu'il n'a prévu ! Tant pis pour lui s'il est nul ! Tant pis pour lui s'il perd ! Il a été d'ailleurs obligé de faire sa déclaration sous serment. S'il est convaincu d'avoir dissimulé une portion de son gain, il paye une grosse amende, et, outre cela, il est passible des peines imposées aux faussaires. Des espions choisis pour cet office font une enquête sur lui, calculent ce qu'il dépense par jour, tant pour son loyer, tant pour ses employés ou domestiques, tant pour sa nourriture ; puis ils conjecturent son bénéfice d'après sa dépense et là-dessus contrôlent sa déclaration. Cela fait une sorte d'inquisition qui décourage toute industrie.

Nous renvoyons tous les députés de bonne foi au livre de Taine.

C'est vraiment, en dépit du temps maussade, le début de la saison nouvelle, puisque les « Grands Magasins du Printemps » annoncent pour lundi prochain 15 mars leur Fête des fleurs. C'est, en effet, une tradition aimable chez ces Grands Magasins de célébrer ainsi l'entrée de la saison dont ils portent le nom. Cette année, la Fête des fleurs du « Printemps » coïncidera avec un nouveau développement donné à tous les rayons qui intéressent la Mode : Fleurs, Plumes, Fourrures, Chapeaux, Rubans, Tulle, Voilettes, etc. Nos lectrices trouveront à ces rayons, lundi et jours suivants, les nouveautés les plus récentes à des prix d'un bon marché défiant toute comparaison, ainsi qu'à tous les comptoirs des occasions remarquables.

« Les Camelots du Roy. »

Jamais ils n'ont fait tant parler d'eux surtout depuis que chaque soir, grâce à l'adorable miss Campton, à Claudius et à Marie Marville ils sont acclamés sur la scène des Folies-Bergère. Leur faveurs auprès du public n'est contre-balancée que par le succès triomphal obtenu dans cette même *Revue des Folies-Bergère* par Chris Richards, le célèbre comique anglais, l'homme qu'il faut avoir vu.

Le bruit fait tout récemment autour des gants de S. M. Edouard VII brodés de larges baguettes, a prouvé une fois encore que le roi d'Angleterre est le modèle incontesté et l'arbitre des élégances masculines. Les femmes, par contre, — fussent-elles reines — ne connaissent en matière de mode que l'aimable autorité dont Paris a depuis longtemps reçu l'investiture. Les parfums ne font point exception à cette loi : c'est ainsi que souverains et sujettes sont unanimes à rendre hommage à la « Rose des Roses », cette essence si pure et si fine, dont les effluves sont comme un brevet de parisianisme et de haut goût.

Cadre idéal pour mettre en valeur toutes les élégances, chère exquise, cave sans rivale, voilà ce que les Parisiens avisés ont apprécié au restaurant du Meurice des son ouverture.

Et il est presque superflu de constater le succès qui a fait du Meurice les rendez-vous obligés de la société la plus aristocratique pour dîner avant d'aller aux principaux théâtres, tous si proches du fameux restaurant.

Encore trois jours : ce soir, demain, dimanche, en matinée et en soirée et lundi soir, et le beau programme de l'Olympia aura vécu et fera place à la grande revue annuelle de *Paris-Singeries*, de MM. Max Dearly et Maurice Millot. Dans cette revue, dont la générale et la première auront lieu mardi et mercredi, vont paraître Vilbert, Ethel Lewey, Idole Brénonval, Max Morel, Gibard, Darcel, Resse, etc., etc. Il faut ajouter à ces engagements, un

engagement mystérieux, celui de « Monsieur et Madame X... » énigmatiques personnages venus d'Amérique pour étonner les Parisiens.

Hors Paris

La ville de Barcelone a décidé l'érection d'une statue colossale en l'honneur de M. Francisco Pi y Margall, l'éminent savant, mort il y a trois ans.

Le Conseil municipal de Barcelone, qui a ouvert la liste avec cinquante mille francs, a nommé M. Yo Bosch, délégué pour la France, chargé de tout ce qu'il y aurait à faire à ce sujet.

Courts veuvages.

Non loin de Brazzaville, il y a une tribu où la durée obligatoire du veuvage, pour les femmes, dépend du vent. Après la mort de l'époux, sa veuve hisse devant sa porte un drapeau au bout d'une perche. Tant que ce drapeau reste intact, il est interdit à la veuve de convoquer ; mais dès qu'il a la moindre déchirure, c'est-à-dire dès que le vent a soufflé un peu fort, il est permis à la veuve de se remarier.

Très pratique, en somme, cette coutume de confier au hasard du vent sa destinée.

Nouvelles à la Main

Les bruits de démission de M. Caillaux. Enfin expliquez-moi pourquoi certains ministres eux-mêmes ont accédé à cette rumeur ? — Pour rassurer l'opinion.

— Qui donc a pu lancer cette nouvelle ? — Des boursiers qui jouent à la hausse.

Le Masque de Fer.

Bruits de Crise

La question du jour est de deviner quelle sera l'attitude de M. Caillaux dans la journée d'aujourd'hui ? Donnera-t-il sa démission comme on l'espère dans le monde industriel, commercial, financier, partout où l'on travaille, négocie, économise et produit ? Ou bien capitulera-t-il devant la patriotique résistance du ministre de la marine sur la question des crédits indispensables à notre flotte ?

On ne le sait car le ministre des finances n'est pas très résolu. Il ne voudrait pas s'en aller seul : c'est ce que nous avions expliqué il y a trois semaines en annonçant qu'après le vote de l'impôt sur le revenu M. Caillaux tenterait une opération de politique personnelle pour recouvrer sa liberté et essayer de devenir le chef d'un parti d'opposition au cabinet.

Il a maintenant la certitude de notre suivi par aucun membre du cabinet et il hésite à démissionner seul. Ses résolutions se modifiant fréquemment dans une journée, nous sommes contraints, pour nous montrer respectueux, d'en raconter heure par heure, ou à peu près, les différentes phases très contradictoires.

poser le 10 mars sur le bureau de la Chambre le projet de budget pour 1910. Pendant que l'on comme nait ces nouvelles, M. Clemenceau avait une entrevue avec M. Fallières.

On sait que le Président de la République n'a pas dissimulé sa manière de voir dans ces délicates conjonctures et qu'il a toujours soutenu de sa haute autorité les demandes de crédits du ministre de la marine. Il estime qu'on ne saurait reculer devant aucun sacrifice quand il s'agit de la défense nationale, et il a souvent exprimé son sentiment à M. Caillaux lui-même.

Le président du Conseil, après avoir mis M. Fallières au courant de la situation, est rentré au ministère de l'intérieur où il avait rendez-vous avec M. Caillaux. Mais au lieu du ministre des finances, il trouvait un mot le priant de reporter à ce matin l'entrevue qui devait avoir lieu.

M. Caillaux était encore à ce moment, paraît-il, en conférence avec M. Alfred Picard, au ministère de la marine.

M. Clemenceau revint alors à la Chambre pour prendre part au débat qui devait s'engager pour la fixation de l'ordre du jour. On remarqua fort à ce moment l'absence de M. Caillaux. Tous les ministres étaient, en effet, au banc du gouvernement, sauf M. Pichon, ministre des affaires étrangères, que les devoirs de sa charge retenaient au quai d'Orsay, et M. Cruppi, ministre du commerce, que son deuil cruel empêchait de suivre ces débats.

M. Caillaux seul, nous l'avons dit, était absent, et de cette absence on devait nécessairement conclure que sa démission n'était plus qu'une question d'heures.

Dans les couloirs on la tenait pour certaine.

Telle était à la fin de la journée l'état de la question.

Dans la soirée la situation se modifiait un peu. On annonçait qu'à la suite de sa longue conversation avec le ministre de la marine, M. Caillaux ne montrait plus la même intransigeance et se préparait à capituler.

Le Conseil qui doit se tenir aujourd'hui à trois heures nous apprendra si cette dernière information est exacte.

Il est impossible de retarder plus longtemps une solution quelconque : la soumission ou la démission.

L'intérêt de la défense nationale ne permet pas de différer le dépôt du bilan de la marine et le vote des crédits nécessaires, indispensables à la refaçon de notre matériel naval.

**

Au ministère de la marine, on s'est montré, durant toute la journée plus mystérieux que jamais. M. Alfred Picard n'est pas bavard de son naturel et ceux qui l'entourent se plaisent à imiter sa réserve et son silence. Du reste, il a passé à la Chambre la plus grande partie de l'après-midi, et quand il en est revenu, vers six heures du soir, suivi du fidèle Laurent-Athalin, le chef adjoint de son cabinet, il avait le front sévère et le regard sérieux.

À la voir si pensif, on aurait dû croire que les choses allaient mal pour le bilan et que la victoire de M. Caillaux s'annonçait pour certaine. Il paraît qu'il n'en était rien. En effet, quelques instants plus tard un personnage, bien placé pour tout savoir, faisait cette confidence que la situation du bilan allait s'améliorer et qu'il ne fallait pas se fier à tout ce qu'il se racontait depuis deux jours dans certains journaux manifestement intéressés à « tomber » la marine. Le même personnage ajoutait que tout serait terminé, dans un sens ou dans l'autre, au Conseil d'aujourd'hui.

Mais cette confidence était faite à sept heures du soir environ, à un moment où dans les milieux parlementaires on répandait le bruit de la retraite de M. Caillaux. Comme dans la soirée ce bruit ne se confirmait pas, et qu'au contraire on assurait que le ministre des finances restait à son poste, il est possible que l'optimisme du personnage dont nous donnons l'opinion se soit mêlé alors en pessimisme.

En tout cas, nous n'avons plus maintenant que quelques heures à attendre pour savoir qui l'aura emporté définitivement, de M. Caillaux ou de M. Picard.

**

En même temps que de la question Picard-Caillaux, on s'entretenait dans les couloirs de la question de l'Ouenza. Le gouvernement, après avoir fait fixer la date de la discussion de l'affaire de l'Ouenza fait venir M. Jomart pour soutenir son projet, modifié ce projet, retirait enfin pour quelque temps encore la question de l'ordre du jour.

Les télégrammes publiés par nous, d'autre part, indiquent la vive émotion causée en Algérie, et dans la région de Bône en particulier, par la crainte d'une solution défavorable — sur la question de l'Ouenza — aux intérêts algériens.

Cette émotion va s'aggraver encore quand sera connue en Algérie cette décision.

On dit que cette mesure s'explique par la nécessité d'une enquête administrative — dont la durée sera de plusieurs mois — sur le projet de création de la ligne de Bizerte.

C'est possible.

Mais il n'était pas question de cela quand, tout récemment, M. Jomart fut appelé à Paris. M. Jomart venait à Paris dans le simple dessein d'y défendre un projet que nous n'avons point à apprécier ici, mais qu'il était dans la logique de ses fonctions de défendre, ou tout au moins de vouloir expliquer. Et c'est cette explication qu'on le voit, en retirant le projet de l'ordre du jour, dans l'impossibilité de fournir. Alors, pourquoi le faisait-on venir à Paris ?

Peut-être cette décision du gouvernement sera-t-elle agréable aux socialistes qui sembleraient avoir — on ne comprend pas bien pourquoi — pris parti contre les Algériens dans cette affaire. Elle crée en tout cas à M. Jomart une situation difficile vis-à-vis de ses administrés.

Si difficile même qu'on prêtait hier soir au gouverneur de l'Algérie l'intention de donner sa démission.

Il est à souhaiter que ce désaccord prenne fin le plus tôt possible ; et qu'on ne continue pas d'imposer à M. Jomart le mutisme sur une cause où l'Algérie tout entière sait l'avoir pour avocat.

Les esprits sont si excités là-bas que des événements graves sont à redouter.

si, de façon ou d'autre, l'opinion algérienne n'est point rassurée à bref délai. L'autorité militaire en a elle-même le sentiment.

André Nède.

Le Monde & la Ville

SALONS

Un grand dîner politique, diplomatique et mondain aura lieu, ce soir, à l'ambassade d'Autriche-Hongrie, rue de Varenne. Les honneurs de ce dîner seront faits par la princesse de Fürstenberg, qui est arrivée, hier, à Paris, par l'Orient-Express, venant de Donaueschingen, accompagnée de son mari, le prince Charles-Émile de Fürstenberg, ministre d'Autriche-Hongrie à Dresde, qui est le neveu du comte de Khevenhüller-Metsch. La princesse est la sœur du comte Georges Festetics, attaché à l'ambassade. Le prince et la princesse de Fürstenberg seront les hôtes de l'ambassadeur pendant une dizaine de jours.

Five o'clock musical, hier, chez Mme Jeanne de Landreys dans ses salons de la rue de Chaillot. Au programme : les Arctiques de Grétry, chantées par Mme Roussel, la délicieuse cantatrice dont la diction est si parfaite. On lui a fait un véritable triomphe. M. Jean Hervé et le maître Yan Nibbor se sont ensuite fait entendre dans des poèmes qui leur valurent de longues ovations.

Dans l'élégante assistance :

Général et générale Libermann, Mme Madeleine de Nède, marquise de Barancelli-Javon, J. Charles-Roux, comte de Barancelli-Javon, baron du Roure de Paulin, Charles-Lentherie, Ch. Ravaisson-Mollin, baron de Ville-d'Avray, Robida, baron de Rougemont, M. Talbot, Albin de Cizula, M. et Mme de Ville, de Châteaufort, de Reydonard de Villebaret, Carle-Dupont, Bonnet, Richter, Christian, Doucet de Kerfutan, Chapuisot, Payron, Rouland, Barbey, Senécal, Deloche, Luzzi, etc., etc.

La comtesse de Rougemont a donné jeudi dernier un dîner auquel assistaient :

Marquis et marquise de Pothuan, comtesse de La Ribouisière, baronne de Cassin, marquis et Mme de Ponthieu, vicomte et vicomtesse de Glemont, baron et baronne C. de Pierrehou, général baron de Sancy, comte Louis de Périgord.

La marquise de Brou a donné ses deux derniers dîners du jeudi en l'honneur du commandant vicomte d'Ollone, revenu récemment de voyage, après une absence de deux années. Parmi les personnes réunies autour du brillant explorateur, citons :

S. A. le prince Roland Bonaparte, comte Gallina, Naoumpecha, comte Gleditsch, marquis de Roverseau, M. Vossitch, comte Revaulton, M. Stancioff, MM. Le Myre de Villers, Francis Charnes, Henry Housaye, marquis de Sévign, Paul Escaud, Mme Massieu, comte de La Ribouisière, prince Aynon de Lucigne, comte de Ségur-Lamoignon, MM. Arthur Meyer, Grosclaude, Gaston Jollivet, Ernest Judet, Albert Planat, Léon Bavy, A. de Groux, comte de Reihac, vicomte de Verneaux, etc.

Le vicomte et la vicomtesse René Vignat ont donné ces jours-ci une audition très intéressante d'œuvres de Léon Moreau, accompagnées par l'auteur et interprétées par Mme Marache, la vicomtesse de Calan, Mlle de Louvigny, le comte d'Andelarre et le maître de la maison. On fit fête au jeune et brillant compositeur qui a exécuté avec le grand talent qu'il lui est connu quelques-uns de ses plus remarquables morceaux pour piano.

Dans l'assistance :

Duchesse de Bellune, comtesse de Sinéty, comtesse de Proz, comtesse de Lur-Saluères, M. Hottiguer, comte d'Andelarre, M. Renié, M. Borel, etc., etc.

Très belle matinée artistique chez Mme Kirséy, où ont particulièrement applaudi : Mmes M. Gallet, Lherbay, Lefèvre, et MM. Cottin, Mauguère, Rossi, baron d'Auriat, etc., dans les œuvres de la regrettée comtesse de Grandval et de MM. Lenormand et Levadé ; mais le clou de la soirée fut des danses anciennes réglées par M. Raymond, de l'Opéra, et exécutées à ravir par les délicieuses fillettes de la princesse Kotchoubey.

Reconnu dans l'assistance :

Comtesse de Blanzay, baronne Marochetti, princesse et prince Kotchoubey, comtesse Roskopynska, comtesse et Mlle de Vassikoff, comte et comtesse de Scavenius, comtesse de la Fare, princesse Sulkowska, comtesse de Villarsen, comte et comtesse Cherménief, générale Guéhen, comte Lefèvre, Mmes Victor Desfosses, Desseilligny, Gandry, Japy de Beaumont, Schmidt, prince Koudacheff, comte d'Andelarre, prince Gagarine, etc.

Soirée musicale des plus réussies, avant-hier, chez Mlle Magdeleine Godard.

Au programme des œuvres de Chamade, Baur, de Duglady et R. Lenormand, interprétées par Mme de Saint-André, cantatrice d'un charme et d'une originalité rares ; M. Hennebains, l'admirable flûtiste, et M. Maguenat, Pickaert, Mauguère, F. Rivière, etc., etc., les excellents artistes dont l'éloge n'est plus à faire.

Les auteurs étaient venus eux-mêmes accompagner leurs œuvres.

Reconnu dans l'auditoire :

Mmes Pasca, Duff, Chamade, M. et Mme Japy, comtesse d'Humières, prince et princesse Kotchoubey, Mmes Révoil, Métyer, Fray, Meyerheim, Lépine, Leroux, Legault, MM. Métyer, Domergue, Falkenberg, Ch. Philippe, MM. Leclerc, Bourgaud-Duglady, Félix Fourney, etc., etc.

Très brillante soirée musicale mercredi chez M. et Mme Prat.

Le programme comportait : Mmes Renée du Minil, Samara, Rysford et Davier, MM. Goffel, Aerts, Mathillon et Magnat.

Mme Samara obtint un très vif succès en chantant un air d'Hernani, accompagnée par l'auteur M. Hirschmann. La maîtresse de la maison interpréta d'une façon remarquable avec M. Magnat la *Nuit d'octobre*.

Les amis parisiens de M. Dini, ancien député au Parlement italien, lui offrirent hier un dîner.

M. Dini, ingénieur, avec un certain nombre de ses compatriotes, a été chargé de la reconstruction des villes de Messine et de Reggio, dévastées par le dernier tremblement de terre.

Parmi les convives :

M. et Mme Octave Noël, MM. Rapalli, docteur Cimino, prince de Odoardi, M. et Mme Martini, le chevalier Scialisi, F. Rossi, Thivet-Rapide, Gattiker, Mlle Malouin, etc., etc.

De notre correspondant de Saint-Petersbourg, M. René Marchand :

L'ambassadeur de France et Mme l'amirale Touchard ont offert lundi un grand dîner, suivi d'une réception musicale au cours de laquelle on a entendu l'orchestre des équipages de la garde, « les Balakatis », dans ses mélancoliques mélodies slaves. Puis M. et Mme Martel, de l'Opéra, s'est fait applaudir dans de délicieuses chansons du dix-huitième siècle, et M. Rissler, professeur au Conservatoire, de passage à Saint-Petersbourg, a fait admirer une fois de plus son merveilleux talent en exécutant au piano quelques-uns de ses morceaux les plus brillants.

Reconnu parmi les invités :

L'ambassadeur d'Autriche et la comtesse Berchold, l'ambassadeur d'Angleterre et la comtesse de la Vinazza, le ministre de Bavière et la comtesse Moy, l'adjoint au ministre des affaires étrangères et Mlle Tcharkoff, princesse Tschakatzky, prince Kourakina, prince Ourssoff, le ministre des affaires étrangères de Turquie, Turhan-Khan, le ministre de Belgique et Mlle de Grelle-Roger, miss Bloodgood, M. et Mme Aubrey, marquis de Beauvoir, baron Pichon, etc., etc.

La dernière soirée de bridge, dimanche, chez la princesse Kourakina, a été particulièrement brillante. Reconnu autour des tables :

S. Exc. M. Isvolsky, comtesse Kleinmichel, princesse Gagarine, M. Serebriakoff, prince Chakovsky, Mme Schéléko, l'ambassadeur de France et Mme Touchard, comtesse Tschakatzky.

katzé, comtes de Grelle-Roger, M. Ballero, M. de Chostack, etc., etc.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

De Biarritz :

« A la suite de l'arrivée d'un courrier de cabinet, Edouard VII a travaillé une grande partie de la matinée à l'expédition des affaires de l'Etat. »

« Il a assisté dans l'après-midi aux courses de chevaux sur l'hippodrome qui se trouve à l'embouchure de l'Adour. Le Roi a été reçu à son arrivée par le marquis d'Arcangues, président et par les membres de la Société hippique avec lesquels il s'est entretenu avec affabilité. »

« Le souverain est resté jusqu'à la dernière course, il était accompagné de lord Seymour, de M. Fortescue, du colonel Davidson et du docteur sir J. Reid. »

En raison du deuil cruel qui vient de frapper M. Cruppi, le bal de « l'Association des anciens élèves de l'Ecole des hautes études commerciales », qui devait avoir lieu dans les locaux du ministère du commerce, 101, rue de Grenelle, le 24 avril prochain, sous la présidence de M. le ministre du commerce et de l'industrie, est renvoyé à une date ultérieure.

M. Emmanuel Riant a été, nous l'avons dit hier, victime à la chasse d'un accident de cheval qui aurait pu avoir des suites très graves. Le sympathique sportsman aurait, assure-t-on, une fracture double de l'épaule. Sa vie n'est pas en danger.

CERCLES

Au cercle de l'Union, jeudi, dîner de l'histoire diplomatique.

Parmi les convives :

M. de Neldow, ambassadeur de Russie, M. de Barral, prince de Ligne, barons de Barante, Courcel, comtes d'Antioche, de La Ribouisière, de Semallé, MM. Eugène Lamy, de La Ville Le Roux, Tardieu, etc., etc.

CHARITÉ

La « Comédie charitable », cette œuvre si intéressante, fondée, il y a cinq ans, pour venir en aide aux gens du monde dans le besoin, organisée, pour le 25 mars, une soirée de gala, qui comptera parmi les plus belles manifestations artistiques de cette saison.

Le clou du programme sera une pièce, encore inédite en France, de Valère Gille, l'auteur belge si connu : *Ce n'était qu'un rêve*, jouée par des artistes mondains du plus grand talent : Mlle Elvire de Mahérbe, de Lacoste, Camille Fridberg, et le fils d'acteur M. de Breuil. Notons aussi le *Circuit des étoiles*, etc.

MARIAGES

Le comte de Bretteville est fiancé à Mlle de Sèves de Veynes, fille du comte de Sèves de Veynes.

Le comte de Sèves se trouvant actuellement au Canada, le mariage ne sera célébré à Paris que dans le courant du mois de juin.

C'est mardi prochain, en l'église cathédrale de Versailles, que sera célébré le mariage de Mlle Germaine d'Udeville avec le vicomte Jean Aubry de La Noë, lieutenant au 6^e chasseurs à cheval.

DEUIL

Mme Arsène Henry, née Magdeleine de Montagu, femme de l'ambassadeur de France, est décédée subitement mercredi matin, en sa demeure de la rue de l'Université.

Les obsèques ne seront célébrées que lundi, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, parce qu'on attend l'arrivée de M. Arsène Henry et de sa fille, qui sont actuellement à Constantinople.

De Vienne, on annonce la mort de la comtesse Sellner, douairière.

Les obsèques de M. Paul-Claude-Alexandre de Launay, décédé à l'âge de trente-six ans, ont été célébrées à Marseille. Il avait épousé Mlle du Couëdic de Kergoualer.

A onze heures, hier matin, à la chapelle spéciale du Père-Lachaise, a été célébré, dans l'intimité familiale, un service funèbre pour les obsèques de Mme Alphonse, née Holagray, veuve de l'ancien directeur des travaux de Paris, décédée à Bordeaux.

L'inhumation a eu lieu dans la sépulture de la famille.

Le service religieux pour François-Marie Joseph de La Rochefoucauld, décédé à Paris le 11 mars 1909, à l'âge de trois ans, sera célébré le lundi 15 mars, à midi très précis, en la basilique de Sainte-Clotilde.

Il ne sera pas envoyé de lettre d'invitation, le présent avis en tenant lieu.

Le vicomte Auguste de Cumont, a été frappé d'apoplexie au moment où il descendait de voiture, hier matin, rue de Grenelle. Transporté dans une pharmacie voisine, puis à l'hôpital de la Charité, il mourut pendant le trajet.

Le vicomte de Cumont avait épousé Mlle de Fontenailles, dont il a eu deux enfants, il était cousin du marquis de Cumont et neveu de M. de Cumont qui fut ministre sous le maréchal de Mac Mahon dans le cabinet dont fit partie M. Caillaux, le père du ministre des finances actuel.

Il a ramené son corps à son domicile, rue de la Tour, 70.

Les obsèques de la marquise douairière de Villaines, née Chapelle de Jumilhac, ont été célébrées hier à Sainte-Sever. Le deuil était conduit par le marquis de Villaines, son fils, et par le général baron de Maistre, son gendre.

On annonce de Bruxelles la mort de M. Edouard Samuel, qui met en deuil les familles Samuel, Baschwitz, Verger, Haardt et Sossa.

On nous annonce la mort de M. Auguste Weiner. Ses obsèques auront lieu le dimanche 14 courant, à dix heures et demie.

On se réunira à la maison mortuaire, 92, boulevard Flandrin, le présent avis en tenant lieu de faire-part.

La comtesse de Muysart, née des Courtis de Merlemont, vient de s'éteindre dans sa soixante-huitième année.

Elle était la mère de Mlle de Muysart et de la comtesse de Moucheron décedée.

Le corps sera transporté, directement à Montigny (Nord), où le service et l'inhumation auront lieu dimanche.

Une messe sera dite à Paris mercredi prochain en l'église Saint-François-Xavier à dix heures et demie.

Aucune invitation ne sera envoyée.

M. Edmond de Vienne, lieutenant d'artillerie, vient de mourir dans sa vingt-sixième année, à Nancy, après dix mois de souffrances. Il avait fait à l'Ecole d'application de Fontainebleau une chute de cheval qui provoqua une lésion de la moelle épinière.

Le fils du colonel d'artillerie de Vienne, décédé, et de Mme Maurice de Vienne, née Le Joindre.

Aujourd'hui on eu lieu à Reims les obsèques de M. Marcel Thirion, capitaine au long cours, mort à trente-huit ans.

Témoin de la catastrophe de la Martinique, le commandant Thirion coopéra au péril de sa vie au sauvetage des malheureux habitants de Saint-Pierre.

Nous apprenons la mort : De la baronne d'Autanchet, née Drouet, décédée 23, rue de l'Université, à l'âge de quatre-vingt ans. Ses obsèques auront lieu ce matin, à dix heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin ; De la générale Miellet de Ricaumont, décédée, 12, rue Montrozier, à Neuilly ; De M. Léon Le Roy d'Etioles, décédé à Cannes ; De Mme A. de La Noë, décédée à l'âge de soixante-seize ans, en sa demeure de la rue de Miromesnil. Les obsèques auront lieu ce matin, à neuf heures et demie, à Saint-Augustin ; De M. Ulysse Pila, un des plus grands négociants de Lyon, membre du bureau de l'Union coloniale française et administrateur de plusieurs entreprises industrielles en Extrême-Orient et de plusieurs banques, notamment de la Banque de l'Indo-Chine. Il était offi-

cier de la Légion d'honneur. M. Pila laisse un fils, M. Fernand Pila, consul de France ; — De M. Albin Cottignies, membre du conseil supérieur de la Mutualité, chevalier de la Légion d'honneur, frère de M. Paul Cottignies, conseiller à la Cour de cassation.

Ferrari.

SOUVENIRS

L'Allemagne rêve de posséder un autodrome : elle le veut, car ainsi le désire son empereur. Souverain qui ne néglige rien de ce qui peut servir la gloire et la prospérité de son empire, il a pensé qu'un autodrome magnifique permettrait à l'Allemagne d'accaparer le mouvement sportif automobile du monde entier, d'attirer sur l'industrie germanique l'attention universelle et de favoriser ainsi la conquête des marchés étrangers par les produits allemands.

Dans une intention qu'il n'est point difficile de percevoir, c'est dans l'admirable décor du Taunus que Guillaume II désire que se trace le parcours de l'autodrome qu'il veut, et c'est à la Saalburg qu'il lui plairait que s'édifiassent les tribunes d'où lui et les siens assisteraient, dans une pompe impériale, aux victoires... sans doute... des voitures allemandes triomphant de tous leurs vainqueurs d'autrefois.

Car il reste là-bas, au Taunus, un incomparable et étonnant souvenir, celui de l'admirable victoire remportée en un jour de lutte épuisante par l'industrie française, reconquérant devant l'empereur la Coupe Gordon-Bennett, le superbe et passionnant trophée aujourd'hui défunct. Quoique va de Hambourg aux ruines romaines reconstruites de la Saalburg, retrouve le glorieux souvenir de notre victoire. Les guides le rappellent et les cicerones le content.

Voici la rampe dont surgissaient les voitures accourues de la plaine ; voici la descente qu'elles dévalaient en trombe après avoir passé devant le cirque des tribunes et la loge impériale. L'empereur était là ; l'impératrice aussi ; et la princesse Henri également ; et aussi le prince Frédéric-Charles de Hesse, le grand-duc de Mecklembourg et le grand-duc d'Oldenbourg ; on croyait en Allemagne à une victoire allemande ; et ce fut — meurtre ! — une victoire française remportée à la façon qu'aurait voulu l'empereur pour une victoire allemande, c'est-à-dire avec une précision et une autorité inoubliables, avec discipline en quelque sorte. Calme, sûr de sa victoire et de son conducteur — le pauvre Thery qui vient de disparaître — Brasier, le chronomètre à la main, annonçait à quelques secondes près l'arrivée impressionnante de son admirable voiture, et devant nous, lancée vers la victoire, elle passait au milieu de notre joie débordante et de notre enthousiasme. Et ce fut l'arrivée finale et le triomphe ! Un vrai triomphe dans ce décor de cirque romain que le César allemand avait voulu à la course fantastique des chars modernes.

C'est là-bas, dans le Taunus, qui fut témoin de la victoire de l'industrie française et de sa marque champion Brasier — les belles Brasier, si robustes et silencieuses, si souples et si rapides — que se dressera bientôt, sans doute, l'autodrome allemand.

Frantz-Reichel.

La Crise orientale

Une attente pénible

Le public européen, surtout le public français, qui aime les choses rapides, commence à être excédé de cette interminable crise orientale. On a l'impression d'être devant une pièce mal faite qui n'arrive pas à se conclure. La situation, au lieu de s'éclaircir, se complique.

Les Autrichiens se plaignent que cet état de tension prolongé, la nécessité de tenir leur armée prête à tout leur imposent des sacrifices d'argent considérables. « Mieux vaudrait la guerre immédiate, disent certains d'entre eux, que cette incertitude éternelle, que cette paix boiteuse et mal assurée. Mais à qui la faute si l'incertitude persiste ? »

La diplomatie autrichienne reproche à la note serbe du manque de clarté. S'agit-il d'une question de forme ? Nous sommes prêts à reconnaître avec M. d'Érenthail que la rédaction de la note est enveloppée en effet d'une certaine obscurité. Les Serbes ont eu le grand tort de modifier les formules plus nettes, plus claires et plus courtes que le gouvernement russe leur avait conseillé d'employer.

Ils ont cherché à dire la même chose en termes différents et la concision, si nécessaire dans un document de ce genre, en a un peu souffert. Mais dans le fond, le gouvernement serbe a fait toutes les déclarations que l'Europe et l'Autriche pouvaient attendre de lui. Or, c'est le fond qui seul importe. M. d'Érenthail ne saurait cependant avoir la prétention de morigéner la Serbie et d'inquiéter l'Europe parce que le style des diplomates de Belgrade n'est point de son goût.

Que demande donc encore l'Autriche ? Quelles assurances nouvelles exige-t-elle de la Serbie ? Que Belgrade réponde à la démarche du comte Forgach et consente à engager des négociations relatives au traité de commerce ? D'après les dernières nouvelles, les Serbes sont disposés à le faire. Ils vont répondre sur ce point, mais sur ce point seul, à l'invite autrichienne. Car la question du traité de commerce est une question parfaitement distincte ; elle est bien antérieure à la crise actuelle et n'a avec cette crise aucune espèce de rapport.

Soulement il semble bien que les Autrichiens exigent plus encore et c'est ici que leurs exigences deviennent fâcheuses. Ils voudraient contraindre la Serbie à déclarer ouvertement qu'elle accepte l'annexion de la Bosnie. Une pareille demande est absolument injustifiable ; elle constituerait, de la part de l'Autriche, une véritable provocation. Elle aurait tout d'abord le grand défaut d'humilier gratuitement la Serbie ; jamais le gouvernement serbe, qui a déjà eu assez de mal à contenir son peuple, ne pourrait tolérer cette humiliation.

Dès le début de la crise, quand les Serbes commençaient à s'agiter, M. d'Érenthail s'pressa de déclarer que la Serbie n'avait rien à voir avec l'annexion de la Bosnie, que cette annexion

qui concernait uniquement les Turcs ne lésait et même n'intéressait en rien les Serbes. Comment les mêmes hommes qui soutenaient cette opinion il y a quelques mois oseraient-ils obliger maintenant la Serbie à se prononcer catégoriquement sur une affaire qui, de leur propre aveu, ne les regarde point ?

Cette contradiction de la diplomatie viennoise est un peu trop cynique. M. d'Érenthail ne se donne plus la peine de rester logique avec lui-même. Il parle et il agit comme le loup de la fable. Les corps d'armée qu'il a massés sur la frontière lui tiennent lieu de raisons. Mais puisqu'il est décidé, puisqu'il n'a aucun intérêt à employer ces corps d'armée, il vaudrait mieux, semble-t-il, prendre une attitude moins intransigeante.

Il faudra bien finir par s'entendre ; le plus tôt serait assurément le mieux !

Raymond Recouly.

En Serbie

Belgrade, 12 mars.

La note du comte Forgach a été soumise aux ministères du commerce et des finances qui établiront un projet de réponse, puis le Conseil des ministres s'occupera de la rédaction définitive.

Dans les milieux compétents on déclare que la réponse devrait être remise au plus tôt la semaine prochaine. D'après les cercles gouvernementaux, elle exposera que le gouvernement serbe n'est pas à même de mélanger la question de l'annexion considérée comme européenne avec celle du traité de commerce.

Le jugement généralement favorable qu'a rencontré la dépêche-circulaire dans la presse austro-hongroise a causé un certain embarras dans les cercles de Belgrade ; cet embarras trouve un écho dans la presse ; quelques journaux espèrent que l'Autriche-Hongrie, grisée par son dernier succès, essaiera d'humilier la Serbie encore davantage en provoquant ainsi un acte de désespoir du peuple serbe qui chasserait le gouvernement et ferait un appel aux armes.

La Skoupitchina est saisie d'une demande de crédit supplémentaire de 5,400,00

Turquie, partira de Constantinople lundi pour Paris.

— On a célébré hier, à Saint-Petersbourg, le jubilé de M. Souvorine, propriétaire-fondateur du *Novoe Vremia*.

Figaro à Londres

LE BUDGET DE LA MARINE

Londres, 12 mars.

Le projet de budget naval pour 1909-1910 s'élève à un total de 35,432,700 livres sterling. Le budget précédent n'était que de 32,319,500 livres sterling. Les crédits pour la construction de nouveaux navires y figurent pour 8,885,194 livres sterling, alors que dans le budget précédent ils n'avaient qu'à 7,555,202 livres sterling.

Le nouveau budget prévoit la mise en chantier de quatre *Dreadnoughts*, dix croiseurs protégés, de vingt contre-torpilleurs et d'un nombre de sous-marins dont le total s'élèvera à 500,000 livres sterling. Deux *Dreadnoughts* seront mis en chantier en juillet, c'est-à-dire plusieurs mois plus tôt que d'ordinaire; les deux autres seront commencés en novembre.

LA COUR ET LA VILLE

La princesse Victoria est atteinte d'une violente attaque d'influenza, et la Reine, qui vient de payer son tribut au même mal, ne quitte presque pas son chevet. La princesse est depuis hier en proie à une fièvre assez violente.

M. Lloyd George ayant intenté un procès au *Journal People* pour article diffamatoire, l'impliquant dans une affaire de divorce, le journal lui a fait aujourd'hui, devant le Tribunal, des excuses complètes, et s'est engagé à lui payer 25,000 francs et les frais du procès.

M. Arnold Forster, ancien ministre de la guerre du cabinet Balfour, membre de la Chambre des communes, est mort aujourd'hui, à l'âge de cinquante-quatre ans. C'est à lui qu'on doit l'initiative des réformes de l'armée, qui furent commencées après la mort du duc de Cambridge et que poursuit en ce moment M. Haldane.

Ce matin encore le *Standard* publie un article de lui.

M. Balfour, parlant cet après-midi au Club constitutionnel, a déclaré que la réforme des douanes restait le premier article du programme unioniste, mais que, cependant, il ne constituait qu'une fraction de ce programme.

Le *Daily News* assure que la pièce de marine de 12 pouces dont on a fait un vil éloges, a causé une grande déception lors des récents essais de tir. On a constaté de graves fissures et des fractures dans les tubes qui constituent l'embouchure du canon.

Douze de ces pièces sont actuellement à l'arsenal de Woolwich où on va remédier à leurs défauts.

M. André Beaunier a donné sa seconde conférence sur les amies de Chateaubriand devant une salle comble.

M. Henry James président. Avant de donner la parole au conférencier, M. James passa en revue, rapidement, les différentes raisons qui expliquent la supériorité de la littérature française dans le domaine des relations entre les deux sexes. « Les Français, dit-il, ne connaissent pas leur amour du sport et de l'activité au seul monde physique; ils s'attachent avec une curiosité toujours en éveil aux jeux de l'esprit, et c'est ce qui permet de comprendre pourquoi l'art d'analyser, et pour ainsi dire de cataloguer les passions du cœur humain, ait été porté à sa perfection par les psychologues français ».

M. James rendit hommage à la haute culture littéraire de M. Beaunier, à la beauté de son style, et, incidemment, il avoua son admiration pour l'exquise perversité de *Picramide* et *Siméon*, « cette œuvre délicate qui diffère autant, ajouta-t-il, d'un roman anglais que d'une orchidée d'un chou vulgaire ».

M. André Beaunier avait pris pour sujet de sa seconde conférence Mme Récamier. Il fit passer devant les yeux de ses auditeurs une suite de pastels aux teintes délicates, parfois un peu effacées, comme il sied aux choses d'un temps déjà vieux. Nous eûmes en un raccourci saisissant, toute la vie de la divine Récamier, belle, froide, coquette, amoureuse, noble, femme passionnée, amante délaissée, amie tendre, charmante, inépuisablement douce et bonne envers son beau séducteur, l'incomparable et séduisant Chateaubriand. — J. COUDURIER.

Amérique latine

AU CHILI

Santiago-du-Chili, 12 mars.

Accident maritime. — Le vapeur anglais *Yorrick*, venant de Baltimore, s'est échoué sur la plage de Lebu. Le navire, qui contenait le navire et sa cargaison de charbon.

On ne signale aucun accident parmi les membres de l'équipage.

Les fêtes de Jeanne d'Arc

A ROME

Le dimanche de Quasimodo, 18 avril, Rome célébrera les fêtes de la béatification de Jeanne d'Arc. Dans la joie du printemps éclairant les splendeurs du Vatican, la glorification de la bonne Lorraine doit être une fête latine, une fête française. Aussi, beaucoup d'entre nous se préparent déjà au beau voyage qu'ils décideront pour la Ville éternelle.

Une occasion leur est offerte de connaître Rome et d'attester, comme en un pèlerinage patriotique, leur culte pour la bonne française. De même que Jeanne tint à prendre place dans la nef de la cathédrale de Reims, tenant son étendard pour qu'il soit à l'honneur ayant été à la peine, de même les admirateurs de l'héroïne française tiendront à être sous les voûtes de Saint-Pierre le jour consacré à sa béatification.

Déjà, Rome, prévenue de l'enthousiasme que font naître ces fêtes prochaines, se prépare à les compléter par des réjouissances où l'union des deux races amies s'affirmera dans la lumineuse douceur du ciel latin. Et mille commodités et agréments de séjour seront réservés aux voyageurs français.

La Compagnie P. L. M. a été avisée du grand mouvement que les fêtes de béatification de Jeanne d'Arc vont entraîner entre la France et Rome. Elle a décidé de favoriser les voyageurs de réductions extraordinaires et délivrer, du 28 mars au 16 avril, des billets d'aller et retour spéciaux pour Rome, qui seront valables pendant trente jours, avec arrêts facultatifs sur tout le trajet, avec arrêts facultatifs sur tout le trajet, avec arrêts facultatifs sur tout le trajet.

La Compagnie P. L. M. a été avisée du grand mouvement que les fêtes de béatification de Jeanne d'Arc vont entraîner entre la France et Rome. Elle a décidé de favoriser les voyageurs de réductions extraordinaires et délivrer, du 28 mars au 16 avril, des billets d'aller et retour spéciaux pour Rome, qui seront valables pendant trente jours, avec arrêts facultatifs sur tout le trajet, avec arrêts facultatifs sur tout le trajet.

LA CHAMBRE

Vendredi, 12 mars.

LE VIN DE CHAMPAGNE

C'est bien lui qui est en cause, malheureusement, on ne parviendra jamais à s'entendre.

La bataille recommence aujourd'hui comme il y a trois semaines. M. Nicolas proteste contre le décret « inique et dangereux » qui exclut de la Champagne vicicole le département de l'Aube. Il appelle l'histoire à son secours. L'Aube produisait du vin mousseux dès le règne de Louis le Gros; Diderot, Voltaire, Napoléon à Sainte-Hélène, ont vanté les vins du Barrois. « Ces hommes illustres n'auraient pas contresigné le décret du 4 février ».

M. Chastenet, député de la Gironde, et homme de bon sens, fait observer que ces questions de délimitation sont fort délicates; ce n'est pas la Chambre qui peut les étudier en détail. Il y a urgence en tout cas à bien fixer la garantie de la « marque Bordeaux ».

Du Médoc nous revenons à la Champagne, et M. Paul Bertrand raconte les vicissitudes par lesquelles a passé son malheureux arrondissement de Sainte-Menehould, qui jouit aussi d'une autre célébrité. Exclu, classé, déclassé, il a connu toutes les infortunes.

M. Paul Bertrand et M. Perroche se proposent de demander qu'après une nouvelle étude, la totalité du département de la Marne soit comprise dans le décret.

Bientôt l'arrondissement de Bar-sur-Aube se plaint de nouveau par l'organe de M. Thierry-Delanoue.

Mais certainement le plus animé de tous ces Champenois est toujours M. Perroche, qui veut mal de mort à l'inspecteur Cousson.

Les favoris comme MM. Pozzi et Péchard lui font vainement observer qu'il a eu satisfaction; il n'en demandera pas.

Mais c'est assez aujourd'hui pour la Champagne; retournons au Midi qui n'est pas prêt non plus à lâcher le morceau. M. Lasies entend que les anciennes zones de l'Armagnac soient strictement maintenues. Le ministre de l'Agriculture lui répond que les intéressés seront entendus.

M. d'Elissagaray appuie les observations présentées antérieurement par M. Chastenet, M. de Grandmaison et Jacques Chaumié s'y rallient, chacun pour sa région.

Divers ordres du jour sont proposés, mais le ministre, modeste dans la victoire, déclare se contenter de l'ordre du jour pur et simple qui est voté sans difficulté par 442 voix contre 92.

Il s'agit maintenant de fixer le feuilleton de la Chambre et la chose est grave, car c'est M. Clemenceau lui-même qui se charge d'apporter les nouvelles propositions du gouvernement. Tous les ministres entrent en séance à l'exception de trois d'entre eux, MM. Cruppi, Pichon et Caillaux.

D'abord l'Ouzenza est retiré provisoirement de l'ordre du jour.

— Le projet de l'Ouzenza est-il retiré de l'ordre du jour ou retiré tout à fait? demande M. Jaurès.

— Il est retiré provisoirement de l'ordre du jour, répond M. Clemenceau. Le gouvernement reste d'accord avec M. Jonnart sur le principe des conventions; il ne fait de réserves qu'au point de vue de la défense nationale. M. Picard a fait des objections, qui exigent une nouvelle étude du projet.

M. Bertheux fait observer qu'il faut un décret de retrait pour retirer un projet du gouvernement présenté par décret.

M. Thomson ajoute : La décision du gouvernement, en ce qui concerne l'Ouzenza, a un double caractère. Elle est une décision de l'Algérie. Le droit de l'Algérie et l'intérêt de la défense nationale ne sont pas exclusifs l'un de l'autre en cette affaire. Nous demandons au gouvernement de prendre sur l'Ouzenza ses décisions à bref délai.

C'est notre intention, répond M. Clemenceau, et il ajoute : A cause du malheur qui vient de frapper M. le ministre du commerce, la discussion du tarif des douanes serait reculée après les vacances de Pâques. On pourrait donc mettre à l'ordre du jour de lundi prochain la réforme des conseils de guerre.

— Et la réforme électorale? demande M. Aicard.

— Rien n'empêche, répond le ministre — et il est d'accord sur ce point avec M. Charles Benoist — de s'y mettre le 25 mars, à la condition qu'on entame lundi la réforme des conseils de guerre.

Après une longue et confuse discussion, comme il arrive toujours en pareil cas, l'ordre du jour est ainsi réglé et la Chambre, un peu empêchée de savoir à quoi se prendre, s'adjoint fort sagement deux nouvelles journées de repos.

Pas-Perdus.

Le docteur A. Motet

Voici encore, pour le corps médical une perte cruelle. En dépit des soins que lui donnait, avec son admirable dévouement habituel, son collègue et ami le docteur Duguet, le médecin des médecins, le docteur Auguste-Alexandre Motet, membre de l'Académie de médecine, a succombé hier à une longue maladie, dont il commençait de souffrir peu de temps après que, retiré de la pratique médicale active, il avait quitté sa maison de santé de la rue de Charonne, pour venir habiter, chez Debilly, la charmante demeure onéloselle où il espérait le repos, et où il ne connaît guère que la souffrance.

Il avait soixante-seize ans. Petit de taille, avec une charmante figure aux yeux noirs extrêmement vifs, il avait les lèvres rasées, et portait seulement de courts favoris d'un blanc de neige, à la mode de Charles X. Le sourire de son visage, l'aménité, pourtant pénétrante de son regard, la gentillesse de son accueil, tout en lui respirait la finesse, l'intelligence, la bonté et fleurait de façon exquise la bonne compagnie.

Il a été l'un des maîtres les plus savants, les plus sagaces, et les plus écoutes de l'aliénation mentale et de la médecine légale. Pendant quarante années, il dirigea d'abord en collaboration avec le docteur Masnet, puis seul, la maison de santé de la rue de Charonne, où les

malades recurent de lui les soins les plus attentifs et les plus délicats. Depuis 1865, il était expert près les cours et tribunaux de la Seine; à ce titre il eut à rédiger un très grand nombre de rapports touchant les cas les plus difficiles de sa spécialité, et nul jamais n'exerça ce métier difficile avec plus de sagacité, plus de tact, plus de noble indépendance, ni plus d'autorité. Magistrats et médecins avaient, pour son jugement, une estime et un respect vraiment exceptionnels; c'est qu'il savait voir juste ou demeurer dans les limites de son art.

Il a été l'un des fondateurs, le secrétaire général, puis le président de la Société de médecine légale, le vice-président de l'Association des médecins de France. Il siégeait depuis 1865 à l'Académie de médecine. Il y remplit pendant trois ans les fonctions de secrétaire, et il s'acquitta de cette tâche, comme de toutes les autres, avec un rare bonheur. Son rapport annuel sur les récompenses décernées par la compagnie était invariablement un modèle de mesure et de bienveillance.

Il était, dans toute l'acceptation du terme, un bon esprit français, clair, méthodique, savant sans pédantisme, élégant avec simplicité, précis sans sécheresse et ferme sans rudesse. Il parlait une langue pure, fine, polie, et qui ne semblait point cherchée. Aucun ne fut plus probe, ni ne fit plus de bien, ni plus discrètement. Sa mort est douloureuse à tous ceux qui l'ont apprécié.

Horace Bianchon.

LA DÉFENSE PATRONALE

Les ennuis de M. Pataud

Une plainte au Parquet

Le citoyen Pataud, qui franchit du maître et s'efforçait de trouver les bourgeois si soumis, est, à l'heure actuelle, bien ennuyé. Sa dernière victoire prend toute l'apparence d'une défaite. Le directeur de l'hôtel Continental, qui avait dû se soumettre aux caprices du général Coupe-Circuit, ramasse ses armes et se ceint pour le combat. Il s'agit de raconter par le menu les péripéties du premier engagement.

C'est samedi soir que le citoyen Pataud s'était présenté à l'hôtel Continental et avait dicté ses conditions. On sait qu'elles furent acceptées. Or, avant hier mercredi, le Conseil d'administration de l'hôtel se réunit et donna mandat à son président, M. Havard, d'adresser une plainte au procureur de la République contre M. Pataud et de congédier les grévistes.

Aussitôt, le directeur de l'hôtel, M. Lotti, partit en campagne. Tout d'abord, il se mit en quête d'ouvriers non syndiqués. Et il les trouva aisément, car on ne sait pas assez que Paris compte nombre d'ouvriers non-syndiqués. Dès qu'il se fut assuré de leur concours, il se rendit à la préfecture de police, où M. Lépine le reçut, et lui accorda immédiatement ce qu'il demandait : l'assistance de plusieurs agents.

Alors, M. Lotti réfléchit qu'il fallait tomber à l'improviste sur les troupes syndicales. L'équipe de nuit devait terminer son service à sept heures. A quatre heures et demie, M. Lotti manda devant lui l'électricien. Car il faut dire que l'équipe se compose d'un électricien, d'un mécanicien et de deux chauffeurs. Et l'électricien était particulièrement redoutable, parce qu'il eût pu facilement provoquer un court-circuit.

Dès que l'électricien fut en sa présence, M. Lotti lui signifia sa résolution et l'enferma dans un bureau, où un employé le surveilla. Puis il chargea un inspecteur de descendre dans la chambre des machines, et d'expulser les deux chauffeurs et le mécanicien. Ce qui fut fait aussitôt. Les trois hommes furent conduits dans une salle éloignée, où on leur apporta leurs vêtements. A ce moment, un chauffeur se répandit en imprécations.

— Si j'avais su, dit-il, j'aurais arrêté vos appareils pour six mois.

Ce chauffeur était le délégué du syndicat, et c'est lui qui avait préparé la grève.

Des feuilles de paye avaient été dressées. Elles furent présentées aux ouvriers. Ils y lurent que la direction de l'hôtel leur accordait huit jours d'indemnité, au tarif Pataud. Mais ils refusèrent ce salaire.

C'est le secrétaire du syndicat, déclarèrent-ils, qui réglera cette affaire.

Et ils s'en furent dans un café voisin de l'hôtel, où ils attendirent le lever du jour, et l'ouverture de la Bourse du travail.

A sept heures, les ouvriers de l'équipe de jour se présentèrent aux portes de l'hôtel, qu'ils ne purent franchir. On leur signifia que la direction de l'hôtel leur accordait huit jours d'indemnité, au tarif Pataud. Tous, dans les bureaux du syndicat, tirèrent une conférence qui ne se termina qu'à onze heures du matin. Le citoyen Pataud s'est refusé à fournir aucun renseignement sur les résolutions prises au cours de cette réunion. Il s'est contenté de communiquer le texte d'une lettre qu'il adressait au directeur de l'hôtel Continental. La voici :

12 mars 1909.

Monsieur le directeur, J'apprends ce matin la mesure que vous avez prise contre les chauffeurs, mécaniciens et électriciens de l'hôtel Continental, et pour éviter les incidents qui pourraient se produire si les ouvriers venaient se faire régler à l'hôtel, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître dans quelles conditions vous comptez les payer, ainsi que les sommes que vous croyez devoir à chacun d'eux.

Veuillez agréer, etc. Pour le personnel congédié et par mandat.

Cette lettre n'était pas parvenue hier soir à M. Lotti. Au reste, il n'a nullement l'intention d'y répondre.

— Le différend qui me sépare de mes ouvriers, nous a-t-il dit, ne regarde point M. Pataud. Je me refuse à connaître M. Pataud.

A deux heures de l'après-midi, M. Havard, président du Conseil d'administration et administrateur-délégué de la Société de l'hôtel Continental, s'est rendu dans le cabinet de M. Monier, procureur de la République, et a déposé entre ses mains une plainte contre M. Pataud.

Ce document rappelle d'abord les faits

qui se sont passés samedi, et que nos lecteurs connaissent, sauf pourtant celui-ci :

Le chef électricien essaya de recourir à l'éclairage de secours. Il s'aperçut alors qu'on avait en la précaution de mettre les accumulateurs hors de service.

M. Pataud, qui, à sa première visite, n'avait pas été reçu, fut rappelé.

Il posa très nettement la question : « Vous n'aurez pas de l'électricité ce soir, si vous ne consentez pas à signer sur papier timbré l'engagement que je vais vous dicter ».

Le directeur protesta, mais, devant la menace qui lui était faite et qui pouvait avoir pour l'hôtel les plus graves conséquences, il se résigna à écrire l'engagement suivant :

« Je soussigné, directeur de l'hôtel Continental, m'engage à augmenter les ouvriers des machines jusqu'à concurrence de 10 francs par jour et 8 fr. 50 pour les conducteurs ».

« Je m'engage à ne congédier aucun ouvrier pour fait de grève ».

« Paris, le 6 mars 1909 ».

« Signé : LOTTI ».

Ces faits, que M. Pataud reconnaît et dont il se vante publiquement, constituent à sa charge le crime d'extorsion de signature, prévu et puni par l'article 400, paragraphe 1^{er} du Code pénal.

Les soussignés, en vous les soumettant respectueusement, vous prient, monsieur le procureur de la République, de leur donner la sanction qu'ils comportent.

Le procureur de la République a chargé M. Boucard, juge d'instruction, d'ouvrir une enquête sur cette plainte. On sait que l'article 400 du Code pénal prévoit la peine des travaux forcés à temps contre « quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge ».

Aussi bien, M. Havard ne s'est pas contenté du dépôt de cette plainte. Il a demandé audience à M. Clemenceau, qui le recevra aujourd'hui à six heures et demie. Voici comment M. Havard nous a exposé les motifs qui le font agir :

— Notre ligne de conduite, nous a-t-il dit, est des plus simples. Après avoir pris conseil de notre avocat, M. Charles Reibel, nous estimons que M. Pataud a commis à notre égard le crime d'extorsion de signature prévu par l'article 400 du Code pénal. Vous voyez donc que nous agissons non pas en vertu d'une loi spéciale, mais d'une disposition d'ordre très général qui est certainement une des bases de toute société.

M. Pataud prétendrait-il qu'il n'a fait qu'user d'un moyen de contrainte légale, par cette raison que le droit de grève est un droit absolu ? Nous pourrions répondre avec la Cour de cassation, que la grève, étant une rupture du contrat de travail, ne peut être légitime que si le délai de préavis a été observé. Et puis, et surtout, les journaux paraissent oublier une circonstance qui montre combien l'acte dont nous avons été victime diffère d'une grève ordinaire.

Notre plainte signale que les ouvriers, avant de cesser le travail, avaient pris la précaution de mettre hors de service les accumulateurs destinés à assurer l'éclairage de secours, et que, s'ils avaient fonctionné, auraient certainement permis à la direction de ne pas céder aux prétentions de M. Pataud. Pourrait-on voir dans de pareilles voies de fait un moyen légal de contrainte ?

L'opinion publique a parfaitement compris combien les intérêts généraux de la société se trouvent engagés dans cette affaire. Ce sont précisément ces considérations d'intérêt public que je compte exposer demain à M. le président du Conseil. Et je ne doute pas que le gouvernement n'accorde son puissant appui à une plainte au sort de laquelle sont attachés les intérêts primordiaux de la société.

Le citoyen Pataud comparait-il devant les assises pour y répondre du crime d'extorsion de signature ? On ne sait pas. Mais ses adversaires semblent déterminés à se soustraire à sa domination. Des agents veillent aux portes de l'hôtel Continental. Toutes les lampes sont allumées. M. le juge Boucard rédige des mandats à comparaître. Le citoyen Pataud, qui avait si brillamment réussi dans le commerce du gros, doit regretter de s'être lancé dans le détail.

Louis Latzarus.

LA PRESSE DE CE MATIN

LA POLITIQUE

L'Autorité, sous la signature de M. Guy de Cassagnac :

M. Caillaux et M. Picard :

Les scrupules de Caillaux ne sont qu'une affreuse comédie, concertée avec Clemenceau lui-même, afin d'amener, sous couleur de patriotisme et de défense nationale, les contribuables à consentir sans crier les nouveaux « tapages » que l'on se prépare à exercer sur leur bourse.

Et lorsque cette affaire sera réglée, on passera l'impôt sur les gaspilleurs dénoncés, et l'on entrera définitivement dans les fameuses enquêtes auxquelles les marchés et les maléfices de la marine ont donné lieu, sans, bien entendu, avoir jamais abouti.

L'Action, sous la signature de M. Henry Bérenger :

Le parti républicain ne saurait accepter plus longtemps les responsabilités de querelles de ménage qui désorientent notre défense nationale et discréditent notre industrie devant l'étranger. C'est à la tribune du Parlement, en face du pays, et non dans les détours d'un séculier ministériel, qu'il convient de régler les comptes de la démocratie et d'adopter un programme militaire et maritime compatible avec les possibilités financières de la République.

L'Humanité, sous la signature de M. Jaurès :

Le leader socialiste se fait le protecteur ardent de M. Caillaux et attaque M. Clemenceau :

M. Caillaux est-il démissionnaire, comme le bruit en a couru hier à la Chambre ? Le sera-t-il ce soir, ou au contraire aura-t-il obtenu les garanties lui permettant de rester dans le ministère intact.

Pour ceux qui comme nous tiennent passionnément au succès total, à l'application prochaine de l'impôt sur le revenu, la question est vraiment troublante.

Pour que l'impôt sur le revenu ait quelque chance d'être voté par le Sénat où déjà les résistances se préparent, il faut que M. Caillaux reste dans le ministère, et qu'il y reste avec son autorité intacte.

Quand M. Clemenceau lui demande de capituler devant le bureaucrate étroit et têtus dont sa volonté dictatoriale a fait à l'improvvisé un ministère, quand il lui demande de surcharger le budget de cent millions de dépenses nouvelles, engageant ainsi un vaste programme sur lequel la Chambre n'a pas dit encore les millions au gouffre du gaspillage, il lui demande un suicide moral.

Il lui demande d'aller devant le Sénat, mais humilié, bafoué, discrédité d'avance. C'est donc M. Clemenceau et le ministère qui assument, en

ouvrant la crise, en condamnant à la retraite le seul ministre ayant fait acte de réforme, la responsabilité de l'avortement ou de l'ajournement de l'impôt sur le revenu.

Que restera-t-il à la majorité ministérielle ?

Le Soleil :

Le comble, toujours à l'affût, croit le moment propice pour essayer de prendre Clemenceau dans ses lacets et l'étrangler sans pitié. Mais Clemenceau est un vieux chasseur, il sent la bête, et laisse ses rivaux battre les buissons, riant sans doute en son coin de Jaurès, Caillaux et Combes. Ce n'est pas encore aujourd'hui, croyons-nous, qu'il aura sa peau, et si Caillaux lui remet son tablier, il aura vite trouvé quelque bonno à tout faire pour le remplacer à l'office et au cabinet.

Paris-Journal :

A propos du dernier « coup » du « citoyen » Pataud.

Cette guerre d'Indiens entre patrons et ouvriers qui se gâtent du coin de l'œil pour saisir l'occasion d'un mauvais coup aboutira inévitablement à un cataclysme.

C'est ce que soupire le citoyen Pataud. Il imagine que le bien-être et l'harmonie en sortira. Malheureusement il ne possède sur ce point aucune certitude, et sa méthode nous expose, ce qu'en aucun autre cas un saut dans la nuit.

ECHOS & NOUVELLES

Le Journal :

Déposition de M. Ballot dans l'affaire Légitimus :

M. Ballot a déclaré, en outre, qu'au moment où il était gouverneur de la Guadeloupe, il avait reçu l'ordre écrit de soutenir la politique contraire à celle de M. Légitimus. A l'appui de cette affirmation, il a donné connaissance à la commission de la lettre du ministre des colonies lui donnant cet ordre.

Pour pouvoir rester fonctionnaire à la Guadeloupe, il dit, il faut faire de la politique, et de la politique agréable au pouvoir central.

C'est ainsi qu'à un certain moment, un procureur général s'était acquis une situation tout à fait prépondérante.

D'ailleurs, a ajouté l'ancien gouverneur, s'il a été rappelé, c'est uniquement parce qu'il ne s'est pas montré assez souple, assez docile aux exigences de la métropole, parce qu'il n'a pas voulu, en un mot, soutenir un parti politique contre un autre parti politique.

Le Petit Journal :

M. Bétroux, conseiller municipal de Paris, est mort cette nuit, à Paris, dans la maison de santé où il venait de subir une opération.

Le Petit Parisien :

A propos de la révolte des P. T. T., déclaration de M. Simyan :

— Que voulez-vous que je vous dise ? Vous répondriez en levant les bras d'un air découragé. Vous êtes agents, et au lieu de vous plaindre de leurs revendications, vous mutinez et venez leur reprocher de ne pas vous servir de la force. Peuvent-ils croire, vraiment, que j'aie la faiblesse de me rendre à de telles intimidations ?

Le Petit Journal :

De New-York.

Mme Glacia Calla, dont le frère, George McKim, fut tué par M. Paul Roy, le 2 janvier 1908, pendant la manifestation sur les places.

Elle jouera, dans une pièce bouffe, au Cercle Théâtre de New-York.

NOTRE PAGE MUSICALE

Le joli succès de *Solange* n'a pas seulement marqué le goût très vite que le public, si fier qu'il soit de modernisme nébuleux, garde pour l'ancienne et charmante formule de l'opéra-comique, c'est-à-dire pour la clarté et pour l'esprit qui demeurent qualités essentielles et exclusivement françaises, il a témoigné aussi, ce succès tout spontané, de la sympathie avec laquelle on accueille le retour d'un musicien consciencieux et sincère qui s'était depuis

VOYAGES ET EXCURSIONS
Excursions de la région de la vallée de la Saône

Paquebots

MOUVEMENT

Lisbonne, 10 mars.
CAP-VILANO (Hamb.-Amer. Li.), Hambourg-
La Plata, est parti.

Hambourg, 11 mars.
PETROPOLIS (Hamb.-Amer. Li.), Centre-Brésil-
Hambourg, est arrivé.

Rio-de-Janeiro, 11 mars.
CAP-ROCA (Hamb.-Amer. Li.), Hambourg-Cen-
tre-Brésil, est arrivé.

Port-Saïd, 11 mars.
POLYNÉSIEN (C. M. M.), venant de l'Indo-
Chine et du Japon, est parti à 2 h. matin.

RENSEIGNEMENTS UTILES

Demain : *Oculi*

ENSEIGNEMENT

Cours et Leçons

UNE FILLE trouverait, pour y apprendre l'alle-
mand, pension agréable dans famille habitant
vieux château au bord du Rhin. — Offres
sous D. O. 3033, à RUDOLF MOSSE, Dresde.

OFFRES ET DEMANDES D'EMPLOIS

Genes de Maison

VALET mître d'hôt., 50 a., 7 ans m^{pl}, enc. ch. m^{tres},
réf. verb. 1^{er} ordre, dés. pl. J. B., 26, pl. Dauphine.

Imprimeur-Gérant : QUINTARD.

Paris, Imprimerie du *Figaro*, 25, rue Drouot.

ITALIANO

NAVIGATION
al à GÈNES — Siege à NAPLES

éditerranée — Buenos Aires
AUGURAL
ne le 31 mars 1909, par le Paquebot
a Mafalda ”

igne entre l'Europe et l'Amérique du Sud
NAVALE ITALIENNE
ines à quadruple expansion ; 2 hélices
urs depuis Gènes
on : 1,000 km ; réception : 4,000 km
ur 100 places, Salon à dîner, Restaurant,
r, Salle pour enfants, Jardin d'Hiver,
on bateau, avec Salle à dîner, Salle de
(en sus.)
nger et Fumoir (Prix : de Fr. 475 en sus.)

TYPE HOTEL de LUXE
Direction que les Hôtels EXCELSIOR
ATIONAL de Lucerne

postaux MENDOZA et CORDOVA

billets, s'adresser aux Sièges et Agences
Capucines, 10, PARIS, — aux Bureaux
ces Th. COOK & SON.

[illegible]